

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE MEUZAC

| | |
|---|--|
| <p>Nombre de Conseillers : 15</p> | <p>L'an deux mille dix-huit, le vingt-deux mai, le Conseil Municipal de la Commune de MEUZAC, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Christian REDON-SARRAZY, Maire.</p> |
| <p>En exercice : 15 Présents : 12 Procuration :</p> | <p>Date de Convocation du Conseil Municipal: 03 mai 2018</p> <p>Présents : MM & Mmes REDON-SARRAZY Christian – MONTET – CHAMPARNAUD – BELLARBRE– BLONDY – BORDAS – RUAUD– MARBOUTY — BUSTREAU – DUPUY – JOUANNETAUD - REDON-SARRAZY Maryvonne</p> <p>Excusés : ADROHER PASCUAL - CHABASSIER - SOWINSKI Mme RUAUD été élue secrétaire de séance.</p> |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Adoption du rapport sur le prix et la qualité du SERVICE PUBLIC d'eau potable 2017</p> <p>N°22/05/2018-1 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Monsieur le maire ouvre la séance et rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.</p> <p>Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.</p> <p>Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).</p> <p>Après présentation de ce rapport, le conseil municipal à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ADOPTÉ le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable ✓ DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération ✓ DECIDE de mettre en ligne le rapport validé sur le site www.services.eaufrance.fr conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010 ✓ DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Adoption du rapport sur le prix et la qualité du SERVICE PUBLIC assainissement 2017</p> <p>N°22/05/2018-2 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Monsieur le maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif.</p> <p>Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.</p> <p>Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).</p> <p>Après présentation de ce rapport, le conseil municipal, à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ ADOPTÉ le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif. ✓ DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération ✓ DECIDE de mettre en ligne le rapport validé sur le site www.services.eaufrance.fr conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010 ✓ DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Location du local « Paillote »</p> <p>N°22/05/2018-3 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Meuzac a loué en 2017 le bâtiment dit « la Paillote » au lac de la Roche, sur la parcelle cadastrée E38, à Mme Pouyade Lydia. Cette location avait été convenue par la signature d'un bail commercial saisonnier, contre un loyer total de 762 € sur la période de juin à octobre.</p> <p>Monsieur le Maire propose le renouvellement du bail commercial saisonnier.</p> <p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ DECIDE de louer à Madame Lydia Pouyade, domiciliée, au 25, rue du 11 novembre 1918 - 87380 Meuzac, le local « Paillote » situé au Lac de la Roche 87380 Meuzac, à compter du 1^{er} juin 2018, ➤ DECIDE que cette location fera l'objet d'un bail commercial saisonnier de 22 semaines, ➤ FIXE le loyer 762 € payable en fin de location. ➤ AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bail. |

| | |
|---|---|
| <p>OBJET :</p> <p>Vote du montant de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transports et de distribution d'électricité 2018</p> <p>N°22/05/2018-4 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Monsieur le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transports et de distribution d'électricité n'avait pas été actualisé depuis un décret du 27 janvier 1956. L'action collective des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité a permis la revalorisation de cette de redevances.</p> <p>Monsieur le maire donne connaissance au Conseil Municipal du décret n°2002-409 du 26 mars 2002 portant modification des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.</p> <p>Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la commune issu du recensement en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 ; - De fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie au sein du décret visé ci-dessus et de l'indication du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ayant décidé de publier les indices et index BTP sous forme d'avis au Journal Officiel de la République Française, soit un taux de forme d'avis au Journal officiel de la république Française, soit un taux de revalorisation de 32.54 % applicable à la formule de calcul issu du décret précité, soit un montant de 203 €. <p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :</p> <p>ADOPTE la proposition faite concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.</p> |
| <p>OBJET :</p> <p>Recrutement de saisonniers 2018 pour accroissement temporaire d'activité</p> <p>N°22/05/2018-5 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Monsieur le Maire propose au conseil municipal de créer, dans la limite des crédits prévus à cet effet, les emplois budgétaires non permanents correspondant aux accroissements temporaires ou saisonniers d'activité à intervenir. Ces emplois seront pourvus par des agents non titulaires de droit public recrutés en fonction des nécessités de service.</p> <p><u>Sont concernés par ces dispositions les grades suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -adjoint technique de 2^{ème} classe, en charge de l'accueil de la gestion de l'accueil des locataires des gites ruraux, et de leur entretien, -adjoint technique de 2^{ème} classe, au poste de cantonnier <p>Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - Autorise le Maire à recruter des agents contractuels en application de l'article 3-1 de la loi n° 84-53 du 26/01/84 modifiée, selon les besoins du service; 2 – Dit que ces agents devront avoir le niveau d'étude correspondant aux diplômes ou titres permettant l'accès aux différents grades précités ; 3 – Dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune. 4 - Dit que ces agents seront rémunérés sur la base du 1er échelon du grade de référence ; 5 - Autorise en conséquence le Maire à signer les contrats de recrutement ainsi que les avenants éventuels ; |
| <p>OBJET :</p> <p>Pique-nique de fin d'année scolaire du RPI</p> <p>N°22/05/2018-6 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>A l'unanimité, le Conseil Municipal, en accord avec les communes de BENAYES et MONTGIBAUD</p> <ul style="list-style-type: none"> - DECIDE d'organiser en commun le pique-nique de fin d'année scolaire des enfants fréquentant le Regroupement Pédagogique Intercommunal le 06 juillet 2018, - DIT que les factures de fournitures seront réglées par la commune de MEUZAC, - DIT que la dépense sera répartie en 3 parts égales entre les 3 communes, - AUTORISE Monsieur le Maire à signer une convention avec les communes de MONTGIBAUD et BENAYES. |
| <p>OBJET :</p> <p>Montant de la redevance d'occupation du domaine public par les télécoms 2018</p> | <p>Monsieur le Maire soumet à l'examen du Conseil Municipal les dispositions de l'article R.20-52 stipulé dans le décret 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes prévus par les articles L.45-1, L.47 et L.48 du Code des Postes et Télécommunications définissant le barème maximum applicable pour le calcul de la redevance d'occupation du domaine public.</p> |

| | |
|--|--|
| <p>N°22/05/2018-7 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal:</p> <p>➤ APPROUVE la mise en application du barème maximum défini dans l'article R.20-52 du décret 2005-1676 du 27 décembre 2005 pour le calcul et le paiement de la redevance d'occupation du domaine public de la commune de MEUZAC, ➤ APPROUVE l'inventaire des réseaux et sollicite dès à présent Orange pour le versement de cette redevance au titre de l'année 2018 pour un montant de 2 202.52 Euros.</p> <p>Et en conséquence ; ➤ AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et à prendre les mesures nécessaires à la réalisation de cette opération.</p> |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Délibération relative à la déclaration d'ouverture de travaux du permis exclusif de recherches minières dit PERM « Bonneval »</p> <p>N°22/05/2018-8 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Monsieur le Maire expose le courrier reçu en mairie le 24 avril 2018, par lequel Monsieur Le Préfet de la Haute-Vienne sollicite, conformément au code minier, un avis sur la déclaration d'ouverture de travaux du PERM « Bonneval ».</p> <p>Considérant la délibération 27-11-2015-7 du conseil municipal de Meuzac donnant un avis défavorable au projet, Considérant que l'avis demandé n'a aucune portée juridique, Considérant que le document ne présente aucun détail sur les modalités pratiques des opérations d'exploration (nombre de visites, calendrier, lieu des carottages, contact avec les propriétaires et les exploitants, plan de vol, ...), Considérant que l'impact environnemental, en particulier pour les opérations de survol est ignoré, Considérant que depuis le début de l'instruction aucun débat public et aucune concertation avec les élus n'a été mené,</p> <p>Le conseil municipal, à l'unanimité : EMET un avis défavorable à la déclaration d'ouverture de travaux du permis exclusif de recherches minières dit PERM « Bonneval »</p> |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Décision modificative investissement Budget Général création programme réfection chaussée lac de la Roche</p> <p>N°22/05/2018-9 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>Considérant l'importance de réaliser des travaux sur la chaussée du lac de la Roche et le fait de l'absence de ce programme d'investissement au budget général 2018 de la Commune de Meuzac, monsieur le maire souligne la nécessité de procéder à une décision modificative.</p> <p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DECIDE la création d'un nouveau programme « réfection chaussée lac de la Roche » aux dépenses du budget général, section investissement • APPROUVE les opérations comptables suivantes : <p><u>Dépenses section d'investissement :</u> Chap 21 - article 2151 « réseaux de voirie » : + 35 000 € Chap 23 - article 2313 : P0280 « chaudière bâtiments communaux » : - 35 000 €</p> |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Actualisation du tableau des effectifs suite à la mise en œuvre du PPCR</p> | <p>Vu le code général des collectivités territoriales, Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée, Vu le protocole des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction publique Territoriale, et plus particulièrement sur les agents appartenant à la catégorie C, CONSIDERANT la nécessité d'actualiser le tableau des effectifs de la collectivité afin de prendre en compte les modifications réglementaires imposées par la nouvelle architecture des cadres d'emplois de la Fonction publique territoriale et notamment les nouvelles dénominations effective depuis à la date du 1^{er} janvier 2017, Après en avoir délibéré, l'assemblée délibérante, à l'unanimité, adopte le tableau des effectifs</p> |

| <p>N°22/05/2018-10 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 28/05/2018 Publié le 28/05/2018</p> | <p>actualisé, tel que présenté ci-après</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th colspan="4" style="text-align: center;">Filière administrative</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Cadre d'emploi nouvelle dénomination</th> <th style="text-align: center;">Cat</th> <th style="text-align: center;">Durée Hebdo</th> <th style="text-align: center;">Emploi</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Rédacteur</td> <td style="text-align: center;">B</td> <td style="text-align: center;">35/35ème</td> <td>Secrétaire de mairie</td> </tr> <tr> <td>Adjoint administratif</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">15,5/35ème</td> <td>Agent administratif polyvalent</td> </tr> <tr> <td>Adjoint administratif</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">15,5/35ème</td> <td>Responsable agence postale communale</td> </tr> <tr> <th colspan="4" style="text-align: center;">Filière technique</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Cadre d'emploi nouvelle dénomination</th> <th style="text-align: center;">Cat</th> <th style="text-align: center;">Durée Hebdo</th> <th style="text-align: center;">Emploi</th> </tr> <tr> <td>Adjoint technique principal 2^{ème} classe</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">35/35ème</td> <td>Agent technique polyvalent, cantonnier</td> </tr> <tr> <td>Adjoint technique principal 2^{ème} classe</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">35/35ème</td> <td>Agent technique polyvalent, cantonnier</td> </tr> <tr> <td>Adjoint technique principal 2^{ème} classe</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">32/35ème</td> <td>Cantinière, entretien bâtiments communaux</td> </tr> <tr> <td>Adjoint technique territorial</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">35/35ème</td> <td>Agent technique polyvalent, cantonnier</td> </tr> <tr> <td>Adjoint technique territorial</td> <td style="text-align: center;">C</td> <td style="text-align: center;">19/35ème</td> <td>ATSEM</td> </tr> </tbody> </table> | Filière administrative | | | | Cadre d'emploi nouvelle dénomination | Cat | Durée Hebdo | Emploi | Rédacteur | B | 35/35ème | Secrétaire de mairie | Adjoint administratif | C | 15,5/35ème | Agent administratif polyvalent | Adjoint administratif | C | 15,5/35ème | Responsable agence postale communale | Filière technique | | | | Cadre d'emploi nouvelle dénomination | Cat | Durée Hebdo | Emploi | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | C | 35/35ème | Agent technique polyvalent, cantonnier | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | C | 35/35ème | Agent technique polyvalent, cantonnier | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | C | 32/35ème | Cantinière, entretien bâtiments communaux | Adjoint technique territorial | C | 35/35ème | Agent technique polyvalent, cantonnier | Adjoint technique territorial | C | 19/35ème | ATSEM |
|---|--|------------------------|---|--|--|--------------------------------------|-----|-------------|--------|-----------|---|----------|----------------------|-----------------------|---|------------|--------------------------------|-----------------------|---|------------|--------------------------------------|-------------------|--|--|--|--------------------------------------|-----|-------------|--------|---|---|----------|--|---|---|----------|--|---|---|----------|---|-------------------------------|---|----------|--|-------------------------------|---|----------|-------|
| Filière administrative | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cadre d'emploi nouvelle dénomination | Cat | Durée Hebdo | Emploi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Rédacteur | B | 35/35ème | Secrétaire de mairie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint administratif | C | 15,5/35ème | Agent administratif polyvalent | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint administratif | C | 15,5/35ème | Responsable agence postale communale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Filière technique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cadre d'emploi nouvelle dénomination | Cat | Durée Hebdo | Emploi | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | C | 35/35ème | Agent technique polyvalent, cantonnier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | C | 35/35ème | Agent technique polyvalent, cantonnier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | C | 32/35ème | Cantinière, entretien bâtiments communaux | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint technique territorial | C | 35/35ème | Agent technique polyvalent, cantonnier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjoint technique territorial | C | 19/35ème | ATSEM | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Autorisation de demande de subventions pour la réalisation d'adressage des villages de la Commune de Meuzac au titre des CTD</p> <p>N°22/05/2018-11 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 07/06/2018 Publié le 07/06/2018</p> | <p>M. le Maire rappelle que le Conseil Municipal a voté lors de son budget prévisionnel 2018, un programme d'investissement pour l'adressage des villages de la commune.</p> <p>M. le Maire informe le Conseil Municipal que l'action est subventionnable au titre des Contrats Territoriaux Départementaux (CTD) à hauteur de 30 % du montant total HT de l'opération.</p> <p>M. le Maire précise que l'instruction de la demande de subvention par le Conseil Départemental nécessite une délibération du conseil municipal approuvant cette sollicitation.</p> <p style="text-align: center;">Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité :</p> <p style="text-align: center;">AUTORISE M. le Maire à solliciter auprès du Conseil Départemental une subvention pour le projet d'adressage des villages de la commune de Meuzac, dans le cadre des Contrats Territoriaux Départementaux,</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p><u>OBJET :</u></p> <p>Autorisation de demande de subventions pour la réalisation du projet de chaufferie bois des bâtiments communaux</p> <p>N°22/05/2018-12 Certifié exécutoire Reçu en Préfecture le 07/06/2018 Publié le 07/06/2018</p> | <p>Monsieur Le Maire rappelle que par délibération du 06-03-2017 le Conseil Municipal a voté l'adhésion de la Commune au service « énergie service public 87 » (ésp-87) de du SEHV, avec l'action « Bilan et suivi énergétique de la collectivité ».</p> <p>Suite à cette adhésion les services du SEHV, ont réalisé une analyse des dépenses d'énergie des bâtiments communaux suivants : bâtiments commerce multiservices (commerce et logement), maison Boussavie, bâtiment mairie (mairie, école, cantines deux appartements). Cette analyse a permis la réalisation d'une pré-étude d'une chaufferie bois alimentant les bâtiments cités précédemment.</p> <p>Monsieur Le Maire précise que le projet peut prétendre au financement de l'Etat au titre des fonds de soutien à l'investissement public local.</p> <p style="text-align: center;">Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité :</p> <p>⇒ AUTORISE M. le Maire à solliciter auprès de la Préfecture de la Haute Vienne une subvention allouée au titre des fonds de soutien à l'investissement public local, pour le projet précédemment cité.</p> <p>⇒ AUTORISE M. le Maire à solliciter auprès du SEHV une subvention allouée subvention dans le cadre du « fond chaleur », pour le projet précédemment cité.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | <p style="text-align: center;">Fait et délibéré en mairie Le 22/05/2018 Le Maire,</p> <p style="text-align: center;">Christian REDON-SARRAZY</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |